



28 août 2023

LA RÉPRESSION SYNDICALE, ÇA SUFFIT !

Après un mouvement social historique contre la réforme des retraites Borne-Macron et un passage en force anti-démocratique à grand recours de 49.3, le gouvernement s'emploie désormais, dans un esprit revanchard, aux discriminations et répressions contre les militants syndicaux (particulièrement de la CGT) comme c'était prévisible de sa part.

Sébastien Ménesplier, membre du secrétariat confédéral CGT et secrétaire général de la fédération Mines Énergies, est convoqué le 6 septembre prochain à 8 H 30 à la gendarmerie de Montmorency dans le Val d'Oise.

Un rassemblement de soutien s'organise le même jour pour dénoncer la criminalisation de l'action syndicale et la Commission Exécutive de la Fédération Nationale de l'Équipement et de l'Environnement appelle tous les syndiqués CGT à y participer.

L'enjeu est celui de la répression contre les militants syndicaux, de la base au sommet alors que le gouvernement est plus que fébrile dans la poursuite de son orientation antisociale alors même qu'il est massivement rejeté dans l'opinion pour cela.

Le fait que cette tentative de répression vise un dirigeant fédéral et confédéral est à mettre en relation avec les luttes menées dans le secteur de l'énergie contre la privatisation et pour les salaires, ainsi qu'avec la vague de lutte contre la réforme des retraites du premier semestre.

Cette volonté répressive est à mettre aussi en relation avec la poursuite de la politique de Macron alors que la population laborieuse fait face à une inflation galopante et à la destruction des services publics (santé, école, ...) : si nous voulons pouvoir riposter à cette politique antisociale, si nous voulons déployer nos revendications, il ne faut pas tolérer la loi du bâillon.

D'autant que ces agissements, signe de la fébrilité gouvernementale en répercussion de la mobilisation inédite contre la réforme des retraites **ne touchent pas que les militants nationaux. À tous les niveaux de nos administrations et dans nos services, des signaux clairs d'une attaque organisée contre nos militants sont visibles.**

Que ce soit entendu par tous, la CGT ne se laissera pas faire, et engagera des actions partout où cela se présentera.

À cette fin, nous enjoignons les personnels à signaler à leurs syndicats et à la fédération tous les cas de discrimination et de répression syndicales rencontrés localement.